

Depuis quelques jours, les médias dévoilent les intentions gouvernementales d'un nouveau recul de l'âge de la retraite, avant même la « grande réforme des retraites » promise par Emmanuel Macron.

La CGT dénonce le jeu de dupes mené depuis des mois par le gouvernement et son haut-commissaire, avec des mesures annoncées mais jamais exposées durant toute la phase de concertation.

Sans attendre la future réforme universelle, le gouvernement anticipe de nouvelles régressions sociales en reculant l'âge de la retraite à taux plein par le biais de la décote. Il ne cache d'ailleurs plus désormais que son objectif est de reculer l'âge réel de départ à la retraite à 64 ans puis à 65 ans et, cela, le plus rapidement possible.

Le gouvernement envisage, en effet, dès 2020 (à travers la loi de finance de la sécurité sociale) d'accélérer l'allongement de la durée de cotisation (de 167 à 172 trimestres) prévu par la réforme Touraine. Toutes les générations nées à partir de 1963 seront concernées ; dès 2025, elles devront avoir cotisé 172 trimestres. Elles vont donc subir une double peine : l'allongement de la durée de cotisation requise qui les obligera à reporter leur départ au-delà de 62 ans et la bascule dans le futur système à points.

Cette nouvelle annonce nous montre bien qu'aucun futur retraité ne sera épargné.

Ceci confirme que le véritable objectif du gouvernement n'est pas de mettre en place un système dans lequel « un euro cotisé rapporterait les mêmes droits pour tous » – ce qui est, de toute façon, impossible – mais de baisser la part des dépenses de retraite dans le Produit intérieur brut (PIB). Ceci aura pour conséquence une inéluctable baisse du niveau des pensions.

C'est bien le but qui se cache derrière le régime par points, ainsi que la CGT l'a révélé de longue date.

Pour ce faire, le gouvernement ressort l'argument éculé du déficit des retraites. Personne n'est dupe, le patronat comme le gouvernement n'arrivent plus à masquer que c'est l'exonération des cotisations sociales qui grève le financement des retraites.

Ainsi en est-il de la prime Macron dite « de pouvoir d'achat », comme de la défiscalisation des heures supplémentaires, qui illustrent cette politique qui fragilise notre protection sociale, en lieu et place d'une véritable augmentation des salaires.

Ce gouvernement veut passer en force en avançant en brouillant les pistes. Il est en train de nous rouler dans la farine !

Une seule réponse est possible, selon la CGT : construire une large mobilisation sociale pour empêcher ces mauvais coups.

Montreuil, le 2 juillet 2019